



Voisiner

Sonia Lehman-Frisch, I. Berry-Chickhaoui, G. Capron, D. Vidal

► **To cite this version:**

Sonia Lehman-Frisch, I. Berry-Chickhaoui, G. Capron, D. Vidal. Voisiner. Dorier-Apprill, Elisabeth and Gervais-Lambony, Philippe. Vies citadines, Belin, pp.59–80, 2007, 978-2-7011-4354-5. hal-01401669

HAL Id: hal-01401669

<https://hal-univ-paris10.archives-ouvertes.fr/hal-01401669>

Submitted on 5 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Voisiner

Dans le sens courant le voisinage désigne soit l'ensemble de voisins, soit l'espace qui se trouve à proximité. Ainsi, le voisinage peut être compris comme une des interprétations de la notion de quartier, sans que ces deux notions ne se recouvrent exactement. Mais au-delà du groupe social ou de l'unité spatiale, le voisinage englobe une autre dimension, d'ordre relationnel. MacKenzie (1921) évoque, comme une des connotations générales du terme, « la familiarité des relations entre gens vivant très près les uns des autres » (p. 235). De fait, en français, le verbe « voisiner » signifie « visiter, fréquenter ses voisins ». Ainsi, on peut considérer le voisinage comme l'ensemble des relations sociales que les citoyens développent sur fond de proximité résidentielle, avec les personnes qu'ils perçoivent comme leurs voisins au sens large. Ces relations de voisinage se caractérisent par leur fréquence, leur nature, et la valeur qui leur est conférée par les habitants eux-mêmes. L'observation des modalités de voisinage et de leurs évolutions permet de révéler la façon dont les grandes dynamiques urbaines affectent les vies citadines dans leur échelle la plus locale. Les manières dont les citoyens cohabitent, dont ils pratiquent, perçoivent et valorisent la proximité résidentielle de l'autre au quotidien, et dont ils articulent leurs relations sociales urbaines à différentes échelles, en disent long sur la citadinité contemporaine.

Argumenter l'importance de cette échelle intermédiaire dans les relations sociales en ville requiert d'abord de revenir sur le débat concernant la fin de l'ancrage local des vies citadines. Nous verrons que ce débat est sous-tendu par une idéologie opposant d'une part les villes du Sud aux villes du Nord, et d'autre part les classes populaires aux catégories sociales mieux pourvues, les premières étant considérées comme plus enclines à pratiquer le voisinage que les secondes. Après en avoir discuté les fondements, nous proposerons une réflexion sur une notion qui permettrait de dépasser cette double dichotomie – celle d'ajustement.

Le voisinage est-il mort ?

Les quartiers ouvriers ont été l'objet de nombreuses recherches dans les années 1950 et 1960, qui ont toutes convergé pour démontrer la force des sociabilités populaires. Ces espaces, dont on déplorait alors surtout la vétusté de l'habitat, la surpopulation des logements, la modestie des revenus des habitants et l'insuffisance des infrastructures, se révèlent pourtant être le support insoupçonné d'un riche tissu de relations sociales. L'analyse de ces relations de voisinage se réfère indubitablement au modèle de la communauté villageoise des anthropologues, d'où la qualification de ces quartiers de « villages urbains » (*urban villages*) qui sont alors étudiés notamment en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France.

L'East End de Londres, un quartier habituellement décrit en termes négatifs, est révélé par Young et Willmott (1957) comme une communauté organisée autour des groupements familiaux et du voisinage. Le 13^{ème} arrondissement de Paris, à l'environnement dégradé, est aussi, après analyse, une unité sociale à forte capacité d'intégration, grâce à un réseau de relations sociales denses reposant sur le voisinage et l'entraide (Coing, 1966, a). Le West End, un *slum* de Boston, constitue une communauté relativement solide, où un intense voisinage se développe à partir des groupes de pairs, parents ou amis (*peer group society*). Ces groupes se rencontrent plusieurs fois par semaine dans la cuisine ou le salon des uns et des autres, et fréquentent également assidûment certains endroits convenus de la rue (tavernes pour les hommes, magasins et coins de rues pour les adolescents par exemple, etc.). Des

nouvelles y sont échangées, qui constituent le moyen à la fois d'un puissant contrôle social et d'une entraide efficace. La stabilité de résidence a permis l'enracinement de ces traditions de voisinage (Gans, 1962).

Dans tous ces exemples, le voisinage constitue le véritable pilier de la sociabilité des citadins et il prime sur le quartier comme espace physique : le plus difficile à assumer pour les habitants du West End suite à la destruction de leur quartier, a bien été la perte de la proximité de leurs parents, amis et voisins qu'ils fréquentaient quotidiennement, plutôt que la disparition de leur environnement physique (1962, p379).

Il n'est pas inutile de rappeler le contexte dans lequel ces études sur le voisinage ont été produites. Au moment de la politique de rénovation urbaine des années 1950-1960, qui planifie la suppression des quartiers traditionnels, ces enquêtes apparaissent comme une tentative de réhabilitation symbolique de populations dont on détruit l'environnement de vie (Topalov, 2001-2002). Elles participent finalement à la mythification d'un voisinage idéal dont elles constatent la disparition : « ce quartier-là est définitivement mort » (Coing, 1966, b) – et avec lui les sociabilités de voisinage qui en étaient l'essence. Dès cette époque d'ailleurs, l'auteur avance une explication qui sera largement reprise ultérieurement, lorsqu'il évoque le renforcement d'un double mouvement, « centripète », privilégiant l'« unité de foyer » et la « cellule familiale », et « centrifuge, vers le reste de la ville » (Coing, 1966, b).

A partir des années 1950-1960 en effet, la ville et l'urbain changent profondément de signification, et, près de quatre décennies après Henri Coing, certains affirment que ces bouleversements ont signé la fin de la sociabilité fondée sur la proximité spatiale (Piolle, 1991 ; Ascher, 1995 ; Dubois-Taine, Chalas, 1997). Selon ces auteurs, trois dimensions combinées de la ville contemporaine « émergente » remettraient en cause les relations sociales de voisinage.

La mobilité : la mobilité résidentielle et surtout les mobilités quotidiennes contribueraient notablement à l'affaiblissement de l'ancrage local des sociabilités. Grâce à l'extraordinaire transformation qualitative et quantitative des moyens de transport et des infrastructures routières, la proximité n'est plus tant spatiale que temporelle. Dans la « ville-mobile » (Chalas, 1997), les citadins habitent dans un quartier, travaillent dans un autre, se divertissent dans d'autres, et s'approvisionnent ailleurs, diminuant à chaque fois un peu plus les occasions de nouer des relations de voisinage.

Autre symptôme de la mutation urbaine, l'étalement et la polycentralité, à laquelle contribue encore le développement des nouvelles technologies de l'information, accentuerait la dissolution des liens de proximité. Le développement des périphéries s'est accompagné de la spécialisation des espaces urbains : le citadin se déplace de la zone industrielle au centre commercial, de l'équipement culturel à son lotissement pavillonnaire. Il a recours à un espace urbain de plus en plus vaste pour pratiquer ses diverses activités et sociabilités. Le fonctionnement en réseaux (matériels et immatériels) de la ville affranchit la sociabilité citadine de la proximité spatiale.

Enfin, l'importance accrue et revendiquée du choix des citadins dans leurs pratiques urbaines serait un facteur supplémentaire expliquant la fin du voisinage. Cette « ville au choix » (Chalas, 1997) est celle que chaque citadin se construit, délibérément, en choisissant de fréquenter un commerce ici, un autre là, par simple préférence, en choisissant de fréquenter tel ami à tel endroit de la ville, tel parent à tel

autre plutôt que le voisin de quartier. La mobilité permettrait donc au citoyen de créer sa propre proximité relationnelle, qui ne serait plus territoriale.

L'ensemble de ces traits constitutifs de la ville aujourd'hui contribuerait finalement à l'effacement de l'échelle locale des sociabilités citadines. Ces auteurs concluent sans appel à la fin du voisinage (Chalas, 1997 : 249). Les habitants seraient « des voisins qui s'ignorent » (Ascher, 1995) ou encore voisineraient de moins en moins, y compris au sein d'une même catégorie sociale (Ascher 1998), alors que les sociabilités s'articuleraient désormais préférentiellement à l'échelle du logement d'une part et de l'agglomération d'autre part. Le voisinage ne serait plus que résiduel, lié à des sociabilités captives, contraintes par un manque de mobilité spatiale et principalement associées aux catégories populaires. (Jaillet, 2004 ?) L'ensemble de ces phénomènes définirait une urbanité dominante désormais « métropolitaine » (Ascher, 1998 : 197-198).

Or Authier (2002) rappelle que le thème de la fin du voisinage n'est pas nouveau. Park constatait déjà la faiblesse du voisinage, cette caractéristique majeure du mode de vie urbain (Park, 1925). Les unes après les autres, les analyses urbaines des sociologues de l'École de Chicago, toujours réalisées à l'échelle locale, démontraient que bien des maux dont souffre la grande ville en ce début de siècle (délinquance, gangs, grossesses hors-mariage, etc.) relevaient de la défaillance des relations sociales de voisinage. Ainsi Zorbaugh (1929) décrivait-il, dans les quartiers du Chicago Near North Side, une « atomisation des relations sociales » (p. 248) : celle-ci résultait de la mobilité, de l'individuation des comportements (p. 245), et de la ségrégation des activités qui, en privant le quartier des activités économiques et de récréation, restreignait d'autant la vie sociale locale (pp. 236-237). Tous arguments que l'on retrouve précisément aujourd'hui sous la plume des chercheurs de la fin du voisinage.

De même que les sociologues de Chicago ont sous-estimé l'émergence de nouvelles formes de sociabilités fondées sur la proximité – qu'ils ont pourtant été amenés à décrire mais qui ne correspondaient pas au modèle de communauté villageoise qui leur servait de référence –, les chercheurs contemporains, lorsqu'ils proclament la mort du voisinage dans les sociétés occidentales, n'occultent-ils pas les nouvelles modalités du voisinage dans la ville d'aujourd'hui ? Le voisinage fondé sur la solidarité des quartiers populaires des années 1950-1960 n'existe plus. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait plus de sociabilité de proximité.

Force est aussi de constater que cette idée récurrente de la fin du voisinage caractérise surtout les discours portant sur les pays du Nord, alors que les spécialistes des villes du Sud, eux, montrent globalement que des relations sociales intenses reposent toujours sur la proximité. Ainsi, l'idée que l'on voisinerait davantage dans les villes du Sud que dans celles du Nord, et, à une échelle plus fine, dans les quartiers pauvres dotés d'une vie « communautaire », que dans les quartiers plus riches et individualistes, est communément répandue. C'est même l'un des piliers de nombreux projets d'aide au développement. Il faut donc revenir sur cette double dichotomie, sachant qu'elle repose au départ sur l'idée que le voisinage est une ressource fondamentale pour les citoyens pauvres mais superflue pour les citoyens plus aisés.

Le voisinage comme ressource essentielle

Le voisinage est souvent pensé avant tout en terme de « ressource » pour les catégories populaires. Il continue en effet d'être fonctionnel, et cela malgré les processus d'individuation et l'accroissement des mobilités spatiales. Les stratégies

résidentielles composent des voisinages où la parenté reste privilégiée, car cela facilite la mise en œuvre des solidarités familiales. Mais d'autres proximités s'établissent avec les voisins d'à côté, des voisins plus éloignés, ou encore par le biais de figures locales, et prennent appui sur les lieux du quotidien : le domicile, les espaces limitrophes au logement, qui peuvent être communément partagés (Haumont, Morel, 2005), les commerces, les cafés... D'une manière générale, les relations se construisent dans la stabilité résidentielle ainsi que dans une projection partagée de l'avenir.

La proximité résidentielle constitue donc pour les catégories populaires une échelle majeure à laquelle se déploient les pratiques de sociabilité et de solidarité. C'est là que se construit l'ancrage social, et le voisinage est conçu par les habitants comme une ressource dans la vie quotidienne comme dans les situations d'urgence, sans pour autant relever exclusivement d'une logique de survie. Les lieux proches sont ceux de la circulation des personnes, des échanges de services, de la nourriture, des informations et des savoir-faire (culinaire, constructifs, etc.). En cas de maladie ou de décès, c'est là encore que se manifeste la solidarité, par le biais de cotisations destinées aux familles en difficulté par exemple.

Il semblerait que ces manifestations soient plus prégnantes dans les quartiers populaires des villes en développement, où les solidarités peuvent prendre une dimension vitale (voir chapitre « Mobiliser »). Il importe notamment de souligner un domaine dans lequel elles s'exercent notoirement, celui de la production foncière et immobilière et de la gestion urbaine (Berry-Chikhaoui, Deboulet, 2000). D'une certaine manière, son efficacité est proportionnelle aux bienfaits qu'il procure en terme d'accès à l'urbanité, qui généralement demeure un enjeu quotidien. Néanmoins, dans les quartiers populaires des villes occidentales, la solidarité n'a pas non plus forcément disparu des relations sociales, y compris sur fond de proximité résidentielle, comme l'ont montré des recherches portant sur certains quartiers ouvriers (Beaud, 1995) ou d'immigrés (Simon, 1992).

L'efficacité du voisinage repose en grande partie sur la proximité résidentielle de la famille, même si le modèle de la famille élargie tend à s'effacer au profit de celui de la famille nucléaire. Certes des recherches soulignent volontiers la nette diminution de la part des rapports de parenté dans les relations de voisinage, corollaire de la déterritorialisation des relations primaires. On assiste par ailleurs à une tendance à la diffusion spatiale de la famille qui résulterait d'une modification sensible des stratégies résidentielles, notamment parce qu'elles apparaîtraient de plus en plus contraintes par les marchés foncier et immobilier, en termes de coût et de disponibilité (voir chapitre « Mobilité et ancrage »).

Néanmoins, la famille continue d'être un référent dans le choix des localisations résidentielles, y compris dans les villes des pays riches (Pfirsch, 2003). En France par exemple, la grande enquête quantitative INED « Biographies et entourage » (2001) a souligné l'ampleur de la concentration spatiale de la parenté. Les relations de voisinage du monde ouvrier français d'aujourd'hui apparaissent empreintes d'un véritable « familialisme » qui rappelle celui des « villages urbains » des années 1950. La proximité est souvent particulièrement marquée entre mères et filles car les affaires domestiques restent généralement de leur ressort. La matrilocalité se développe aussi dans des sociétés patriarcales comme au Maghreb.

La proximité résidentielle des membres de la parenté favorise les contacts quotidiens et les échanges de services. Lorsque la famille reste proche, les autres relations de voisinage sont plus restreintes (Navez-Bouchanine, 1997). A l'inverse,

lorsque la parenté est insuffisante (pas assez proche ou inefficace), les relations de voisinage peuvent être renforcées par la pratique du parrainage comme à Salvador de Bahia par exemple.

Voisinage, parents et parrains à Salvador de Bahia

Dans l'impasse (*avenida*) de dix-huit maisons du quartier de Liberdade étudiée par M. Agier, pas un seul foyer dirigé par une femme ne dispose des revenus suffisants à la survie des membres du groupe domestique. L'existence des individus en question repose donc sur des relations de voisinage fondées sur la parenté et le parrainage.

La plupart des foyers considérés ont des parents dans le voisinage immédiat, et dans ce cas, la parenté est mise à contribution quotidiennement sous diverses formes : échange de petits travaux contre services divers ou rémunération, don ou échange de nourriture, prêt d'outils ou d'ustensiles, etc. Lorsque les habitants ont des parents dans l'*avenida* elle-même, les relations de voisinage sont plus intenses encore, l'impasse apparaissant comme une véritable extension de la maison : les enfants vont librement d'une maison à l'autre ; les paliers ou les maisons des uns ou des autres sont investis pour les travaux ou les bavardages ; dons, prêts, échanges se pratiquent quotidiennement.

La pratique du parrainage des enfants vient renforcer ou étendre ces relations de voisinage fondées sur la parenté, grâce à l'institution d'une parenté spirituelle. Estela, par exemple, a six enfants, dont les parrains et marraines sont, entre autres, un de ses frères et le mari d'une de ses sœurs, l'épouse d'un frère et la fille d'un autre frère, mais aussi des voisins de l'*avenida* : l'une de ses filles a pour parrain le leader de la ruelle, et l'un de ses fils, est le filleul d'un autre voisin de l'*avenida*, employé d'une entreprise de transport urbain. Dona Laci, de son côté, a cinq enfants, dont quatre ont leur parrain dans le quartier, l'un d'entre eux habitant l'impasse même. Ainsi, le parrainage permet d'une part l'ouverture de l'impasse sur le reste du quartier, où habitent la plupart du temps les parrains et marraines. D'autre part, si le parrainage se fait généralement dans le même milieu, le parrain est souvent légèrement moins pauvre, promesse d'une relative élévation sociale de la famille parrainée.

Même si la sociabilité des habitants dépasse le cadre de l'impasse et de ses environs immédiats, c'est bien dans le voisinage que s'ancrent encore essentiellement les relations de parenté et de parrainage. Les relations de voisinage sont donc empreintes d'un mode relationnel familial reposant sur une combinaison complexe de parenté et de relations non-généalogiques.

SLF, d'après : Agier, 1999 : 47-50.

Le voisinage repose non seulement sur la famille, mais aussi sur ceux des voisins que l'on distingue comme étant « proches ». En effet, tous les habitants ne sont pas engagés au sein d'un même réseau, et ils ne s'y impliquent pas pareillement. D'abord, et bien souvent, pour une raison d'ordre de grandeurs. P. Simon (?) souligne ainsi que les réseaux d'interconnaissance, parmi les résidents issus de milieux populaires (français et immigrés) à Belleville, à Paris, ne réunissent pas toute la population, y compris à l'échelle de trois ou quatre rues qui rassemblent plus de 2000 personnes. Mais aussi parce que les individus développent des relations hiérarchisées y compris sur fond de proximité résidentielle. Toujours dans les mêmes milieux à Belleville, outre les personnes « qui se fréquentent avec assiduité, les habitants n'ont qu'une expérience assez formelle des autres », et c'est alors « l'identification visuelle » ou « l'inter-reconnaissance » (p. 445) qui construit le voisinage. Cela joue

pleinement quand la rue continue d'être un espace stratégique pour les sociabilités, comme c'est généralement le cas dans les espaces urbains. L'exemple d'une cité d'habitat populaire dans la banlieue Sud de Tunis montre que les habitants eux-mêmes distinguent différents niveaux, et donc différentes modalités de voisinage.

Solidarité, proximités et niveaux de voisinage à Tunis Sud

El Mourouj est une commune récente au sud de l'agglomération tunisoise. En front d'urbanisation, la Société Nationale Immobilière de Tunisie y a construit au début des années quatre-vingt-dix des cités de logement social. L'habitat y est individuel sur de petites parcelles et en bande continue, de type évolutif et en accès à la propriété, comme c'est généralement le cas de l'habitat social planifié à Tunis. Il représente pour les habitants une promotion sociale liée au changement de statut d'occupation même si l'installation dans une cité excentrée et insuffisamment équipée est mal vécue.

Une grande proximité de résidence et un retranchement difficile découlent des caractéristiques architecturales et urbanistiques de la cité. L'exigence de la bonne distance y est forte et ne peut aucunement se régler par l'évitement ou encore l'ignorance de son voisin. C'est en effet tous les jours que les habitants se croisent, sur le pas de leur porte, dans la rue, chez l'épicier, à la sortie de l'école, à l'arrêt de bus... Les enfants nombreux dans ces cités jouent dans la rue, se disputent, les parents interviennent... Ils constituent un des liens forts entre les voisins.

Néanmoins, les relations de voisinage ne prennent pas toutes la même forme. Les habitants eux-mêmes définissent différentes manières de voisiner impliquant une plus ou moins grande proximité dans les relations. Un premier niveau de voisinage est défini en référence à des relations qualifiées de « superficielles » prenant la forme de rituels (salutations, visites occasionnelles) qui manifestent la bonne distance à tenir avec le voisin tout en répondant à l'exigence de pacification du voisinage. Un deuxième niveau distingue le voisin fréquenté régulièrement, par choix. Les facteurs d'élection sont ici la proximité résidentielle mais aussi les affinités personnelles et/ou sociales. Le voisin est celui auprès duquel on demeure et avec lequel on échange objets, services et savoir-faire. Il est un interlocuteur privilégié, un soutien indispensable dans des situations de besoin ordinaire ou exceptionnel, tout particulièrement en cas d'absence de la famille. Il est considéré comme une « ressource sociale ». Enfin, un troisième niveau de voisinage est défini par des échanges plus importants, matériels voire financiers, mais aussi et surtout peut-être moraux et affectifs. Les liens ne sont alors pas présentés comme circonstanciels ou liés à la proximité spatiale, mais comme s'inscrivant dans la durée et le quotidien. Voisiner apparaît alors non pas comme un partage d'espace mais comme un partage de temps. Les raisons d'affinités sont diverses : appartenance familiale, anciens voisins, partage d'une activité professionnelle, mais aussi affinités personnelles.

IBC.

Au-delà des parents et des proches, certains individus jouent un rôle clé dans l'entraide et la solidarité de voisinage des quartiers populaires. Jacobs, en 1961, remarquait déjà l'existence de « figures locales » (*public characters*) à Greenwich Village, un quartier modeste de New York, et soulignait leur importance dans la sociabilité locale. Pour la sociologue américaine, il s'agissait de « tout individu en contact fréquent avec un vaste cercle de personnes et qui s'assume suffisamment lui-même comme figure locale. Nul besoin d'un talent ou d'une sagesse particulière (...) : la figure locale a simplement besoin d'être présente » (p. 68). Par ces « figures

locales » transitent en effet les informations relatives au quartier, et plus généralement, elles sont pour un grand nombre de voisins les points d’ancrage d’une expérience urbaine localisée commune. Plus encore, elles ont une place centrale pour l’accès aux ressources et à l’entraide de voisinage dans les quartiers populaires contemporains. Cette fonction est souvent remplie par des commerçants, qui sont par définition constamment présents en un même lieu. La figure locale renvoie ainsi à un lieu privilégié de sociabilité, l’épicerie, le café ou tout autre lieu de desserte locale dont la fréquentation est régulière, voire quotidienne. D’autres individus peuvent émerger comme figures locales par le biais de leur implication politique, sociale, culturelle et/ou religieuse.

Les échanges ne sont en effet pas forcément utilitaires et peuvent avoir une forte dimension symbolique : ils sont aussi liés à la détente et au plaisir, ceux d’une conversation ou d’un temps partagés, au quotidien lorsque l’on se croise ou à l’occasion d’un échange matériel, ou plus extra-ordinaires et prolongés dans le cas d’un échange de savoir-faire ou de la participation aux fêtes familiales ou religieuses. Le voisinage peut ainsi constituer une ressource affective, voire morale, ou encore une ressource ludique. Il est aussi le lieu de socialisation des enfants et des adolescents qui, en grandissant, partagent des souvenirs, d’études ou de jeu. Ces dimensions affectives et ludiques du voisinage sont, par exemple, particulièrement bien représentées par le *grin* à Mopti, lieu d’interaction quotidienne pour les hommes au Mali (voir encadré plus bas).

Contraintes et limites du voisinage

Si le voisinage constitue indéniablement une ressource, matérielle et symbolique, dans certains espaces pauvres, la sociabilité locale est loin d’y être aussi idéale que certains discours le laissent entendre. L’entraide et la solidarité ont leur revers. Faut-il rappeler que les voisinages pauvres sont souvent des voisinages plus contraints qu’ailleurs, dans la mesure où les populations défavorisées sont aussi les moins mobiles ? Ces citadins doivent composer avec les limites et contraintes inhérentes au voisinage, lesquelles, en outre, sont exacerbées par la pauvreté.

Dans la vie quotidienne des habitants, la contrepartie de sociabilités et de solidarités encore très prégnantes est bien sûr d’abord le contrôle social entre voisins. Il permet de faire valoir les règles de comportements et participe ainsi à la régulation et à la pérennisation des relations de voisinage. Mais il constitue simultanément une contrainte qui paraît de plus en plus difficile à vivre quand des processus d’individuation sont à l’œuvre, à tel point, parfois, qu’il n’y a plus d’autre issue que la fuite lorsque les normes sociales sont transgressées comme l’exemplifie l’histoire racontée par Ben Okri dans son roman « Un amour dangereux ».

Voisins, je vous hais

Ben Okri n’aime pas le voisinage citadin africain. Pas ici de solidarité dans la pauvreté, de beaux sentiments, de vertus à la vie en commun des plus démunis. Tout, dans le voisinage d’une cour collective du Lagos décrit ici, est promiscuité sordide qui mobilise tous les sens, en permanence : « Un bébé pleurait, un mari et sa femme se querellaient en public, et l’on entendait le grésillement d’un repas qu’on faisait frire. De la musique traditionnelle hurlait dans un poste de radio. Une femme exigea de savoir, d’une voix très forte, à qui était le bébé qui avait fait sur son seuil. (...) Et il y avait les bruits constants des passants. La cacophonie palpitante agressait ses sens. » (p.119).

Dans ce « voisinage, un amour naît, entre Omovo et Ifeyiwa. Mais cette dernière est l'épouse de Takpo, « un homme qu'elle détestait », un voisin aigri et violent. Là n'est pas le vrai problème : il réside plutôt dans le regard des autres, le jugement porté sur les amants, condamnés par le groupe car ils enfreignent la règle du lieu dans lequel ils sont pris au piège. Tous leurs gestes sont épiés, toutes les rencontres observées : « le cocon qu'ils avaient tissé autour d'eux ne les protégeait pas (...). Les gens passaient en se bousculant, se querellaient, criaient, juraient. (...) Certains hommes leur jetaient des regards envieux. (...) L'air était rempli de curiosité et de commérages. (...) Il était mal à l'aise. Il sentait que les yeux de la cité le transperçaient. Il savait qu'Ifeyiwa et lui-même allaient devenir le prochain sujet des bavardages » (p. 121).

Autant Roméo pleure d'être exilé loin de Juliette, autant Omovo et Ifeyiwa pleurent d'être si loin tout en étant si proches : « Ifeyiwa regarda dans l'arrière-cour. Malgré toute son honnêteté, son énergie, ses rêves, c'était ici qu'elle avait échoué. C'était ici que la vie l'avait rejetée. (...) Avec les rats. Avec un homme qu'elle détestait. Avec quelqu'un qu'elle aimait mais qu'elle ne pouvait rejoindre » (p. 131). La promiscuité du voisinage est ici aussi distance incommensurable d'avec l'être aimé car, sous le regard des autres, il devient inaccessible. En ce sens le voisinage peut donc être aussi éloignement, et la proximité spatiale impliquer la mise à distance...

C'est pourquoi Ifeyiwa finit par fuir, quitter la ville, retourner au village où elle périra prise dans un conflit armé entre deux communautés. Et après le départ d'Ifeyiwa, Omovo deviendra le coupable : « Hommes du ghetto ! Faites attention à vos femmes ! Il y a des voleurs par ici » (p. 436). Tabassé et condamné par les voisins, Omovo devra lui aussi partir... quitter le voisinage, échapper à un « contrôle social » dont nous avons peut-être trop souvent tendance à ne dire que les vertus.

PGL, d'après : Okri Ben, 1997.

Plus ordinairement, la sortie du quartier permet de trouver un relatif anonymat et de déployer des pratiques non autorisées à l'échelle du voisinage ou du quartier, voire des pratiques qui transgressent des normes sociales plus larges. Cette ambivalence du voisinage, à la fois ressource et contrainte, apparaît souvent dans les discours des citadins qui en apprécient la dimension rassurante, voire protectrice, tout en rejetant la promiscuité que peuvent ressentir les habitants dans un contexte où tout se voit, s'entend, se juge et se dit.

Cette promiscuité est particulièrement marquante dans les quartiers populaires généralement caractérisés par de fortes densités urbaines et humaines, comme à Mopti, où les terrasses des maisons communiquent entre elles et localisent les sanitaires (voir encadré plus bas). C'est aussi le cas dans les maisons patriarcales de la médina de Tunis, où voisinent des ménages sans lien de parenté, s'entraînant, se surveillant, se méfiant aussi, et dans certains cas extrêmes allant jusqu'à s'isoler symboliquement par le refus de toutes formes d'échange, y compris visuel. L'un des modes particulièrement opératoires du contrôle social est le commérage ou le ragot, comme le *fofoca* à Recife (voir encadré), qui peut avoir des effets dévastateurs. Mais, dans le même temps, ces commérages, qui font éclater des conflits, permettent la négociation des normes de voisinage dans la confrontation, ce qui rend possible ou tenable la vie à côté de l'autre.

Fofoca, vulnérabilité identitaire et contrôle social à Brasília Teimosa

Péninsule de plus de dix-sept mille habitants, Brasília Teimosa est une des dizaines de quartiers populaires de Recife au nord-est du Brésil (Vidal 1998, 2000). Avec ses frontières physiques identifiées de tous (l’océan, un fleuve, une avenue), cette favela urbanisée possède toutes les caractéristiques du “village urbain” cher aux sociologues de la ville.

Cependant, s’ils se disent attachés au lieu, ses habitants ne partagent pas une forte identité collective et un dispositif normatif à grand pouvoir intégrateur que la recherche urbaine a souvent identifiés dans l’étude de quartiers ouvriers ou peuplés par des habitants d’une même origine ethnique. C’est au contraire la vulnérabilité identitaire qui domine. Ces pauvres de Recife ont en effet intériorisé des pans entiers du système de valeurs des couches supérieures et dessinent en leur sein tout un ensemble de hiérarchies selon des critères autant sociaux que moraux.

Le voisinage y est pour cette raison un milieu où naissent des rumeurs dévastatrices. Espace où chacun vit vulnérable au regard d’autrui, il est le foyer premier du commérage. La fin d’après-midi, quand tombe la chaleur et avant le retour des hommes et les travaux du soir, est ainsi pour les femmes un moment propice à l’échange du dernier ragot (*fofoca*). Ces “commentaires” - comme l’on dit à Brasília Teimosa - reposent sur le rappel d’obligations morales. Au travers du commérage, ces codes de comportement censés régler la vie sociale s’actualisent en permanence et s’inculquent aux plus jeunes sans que les principes moraux qui sous-tendent ces conversations ne soient jamais formellement détachés des contextes qui les voient rappeler. Il participe à la régulation des conduites en définissant les limites du permis et de l’interdit au regard des normes morales proclamées. Si la connaissance des pratiques révèle que ces dernières sont fréquemment transgressées, l’importance accordée à sa réputation personnelle ou à celle de sa famille leur fait néanmoins jouer un rôle essentiel dans le contrôle social, entendu ici au sens de capacité du groupe à contraindre le comportement de ses membres. Les injonctions à la discrétion, à la sobriété ou à la pudeur témoignent de la vulnérabilité de réputations toujours exposées à la menace de la *fofoca*. C’est notamment pour s’en protéger que l’on apprend très vite aux enfants à ne pas ébruiter ce qui se passe à la maison. Et c’est à ce titre que le commérage doit être tenu comme un facteur d’intégration contribuant à faire exister ensemble une population différenciée sans identité collective.

DV.

Lorsque les contraintes submergent les atouts, certains voisinages apparaissent « en péril ». La figure du voisinage traditionnel, en effet, a été profondément ébranlée à la fois par les puissantes mutations socio-économiques des villes depuis un demi-siècle (exode rural, croissance urbaine, désindustrialisation et chômage croissant, etc.) et par les processus d’individuation travaillant la plupart des sociétés. Dans ce contexte, les banlieues françaises, les *inner cities* états-uniennes, ou les *barrios* et *favelas* latino-américains sont souvent présentés comme les espaces emblématiques de la dégradation des relations sociales locales.

En effet, ces quartiers, affectés par un processus de concentration de la pauvreté, souffrent souvent, par conséquent, d’un phénomène de profond isolement par rapport au reste de la ville. Même lorsque l’entraide et la solidarité fonctionnent encore au niveau du voisinage, le confinement social des habitants à une échelle très localisée constitue un obstacle majeur pour l’accès à des ressources qui n’existent que dans les limites plus larges de la ville. Wilson souligne par exemple l’absence

frappante de relations sociales entre les résidents des ghettos noirs des villes américaines et les citadins du reste de l'agglomération (Wilson, 1987). Cet « isolement social » explique l'immense difficulté que doivent affronter ceux qui cherchent un emploi dans le secteur formel. Les résidents des ghettos urbains, parce que leur réseau social est restreint localement et déconnecté du marché du travail, en viennent ainsi à ignorer des possibilités d'emploi existant ailleurs dans la ville, voire au sein de leur quartier. A terme, ces ghettos, privés de tous liens positifs (sociaux, économiques, etc.) avec le dehors, subissent une déstructuration de leurs liens internes. Si le ghetto est une figure extrême de l'isolement en ville, des formes diverses d'isolement peuvent marquer les espaces les plus pauvres des villes, comme dans les bidonvilles au Maroc, où l'on observe, par rapport aux autres espaces populaires, un véritable rétrécissement de l'espace vécu, tout particulièrement pour les femmes (Navez-Bouchanine, 1997).

De plus, contrairement aux images d'Épinal dépeignant les quartiers populaires comme le lieu de relations de voisinage intenses et solidaires, certains travaux mettent en avant l'existence d'espaces défavorisés où les liens sociaux de proximité apparaissent particulièrement ténus (Anderson, 1999 ; Dubet, Lapeyronnie, 1992). C'est le cas de la Mission, un quartier d'immigrants hispaniques de San Francisco réputé dans l'agglomération pour sa vie locale prétendument dynamique.

« Des barbelés autour de chaque famille » : le quartier de la Mission à San Francisco

A San Francisco, le quartier de la Mission, hispanique à 60% (d'origine mexicaine et centraméricaine principalement), est caractérisé par un faible niveau socio-économique, avec des habitants moins diplômés que dans le reste de la ville, un taux de chômage plus conséquent, et, en corollaire, un revenu médian largement inférieur. L'opinion de l'agglomération, relayée par la presse locale et nationale, voit la Mission comme un quartier populaire animé et solidaire, où des relations de voisinage intenses concrétisent une entraide fondée sur l'identité hispanique.

En réalité, la sociabilité locale est bien plus ténue qu'il n'y paraît à première vue. Les relations de voisinage peinent à se développer à partir des institutions qui, traditionnellement, ancrèrent les relations sociales. Ainsi, l'église catholique *St Peter's*, en partie par sa trop grande taille, échoue à répondre au besoin de communauté que ressentent les immigrants latino-américains, qui préfèrent, pour certains, se tourner vers de petites églises protestantes. L'école publique, elle, concentre ses efforts sur le succès individuel de ses élèves plutôt que de s'investir dans la sociabilité de quartier. Les nombreuses associations locales s'activent de leur mieux pour aider les habitants d'origine hispanique à s'intégrer dans la société et dans la ville, mais ne parviennent pas, de leur propre aveu, à susciter de sociabilité particulière.

Enfin, contrairement à d'autres quartiers populaires d'hier et d'aujourd'hui, les boutiques de la rue commerçante, ne sont pas le support de relations sociales de proximité. Les clients avouent ne connaître leurs marchands que de vue, même lorsqu'ils fréquentent leurs commerces depuis plusieurs dizaines d'années. Les commerçants confirment en général les limites de leurs contacts avec leurs clients, tel ce marchand cubain, installé depuis plus de trente ans dans sa boutique *Angela Gift Store* : « Moi je viens ici pour travailler, et je rentre directement à la maison. Je ne suis pas du genre à me balader dans la rue, à dire 'salut mon pote !'. Je n'ai pas d'amis, et je n'ai pas envie de parler aux gens ». Cette tirade ne détonne pas parmi celles d'autres commerçants du quartier, qui affirment en outre se connaître à peine

entre eux. Si quelques commerces font exception, comme les bars, où des hommes se retrouvent régulièrement en fin de journée – du moins ceux qui en ont les moyens –, la rue commerçante, dans son ensemble, est rarement identifiée comme un lieu de la sociabilité locale par les habitants.

Une femme originaire du Mexique et installée depuis dix ans le quartier confirme l'absence de sociabilité et, *a fortiori*, de solidarité entre voisins : ici, c'est « chacun pour soi et Dieu pour tous. Ce qui compte, c'est la famille ». Une jeune veuve originaire du Salvador et qui a fui son pays en 1981 pour s'installer dans la Mission, avoue souffrir de cet isolement social : « Au Salvador, c'était différent. Je connaissais tout le monde par son prénom. Ce n'est pas comme ici, où on dit juste bonjour comme ça, à des connaissances. Mais mes grands-parents sont arrivés en 1993, alors maintenant j'ai de la famille à qui parler vraiment. Ici, c'est comme s'il y avait des barbelés autour de chaque famille. Les familles ne se connaissent pas entre elles, elles ne se parlent pas ».

Ces dernières remarques suggèreraient que la sociabilité locale, bien que peu développée, se produirait en réalité à l'échelle de la famille. Or une recherche sur les immigrés Salvadoriens à San Francisco a montré comment des conditions d'immigration difficiles (politiques d'immigration défavorables, opportunités économiques faiblissantes) mettent à rude épreuve les relations familiales, qui finissent souvent par se rompre, privant ainsi les nouveaux venus de l'aide qu'ils attendaient de leurs parents déjà installés (Menjivar, 2000). Lorsque même la famille n'est plus en mesure d'intégrer l'immigrant dans un réseau social minimum, les « barbelés » de l'isolement et de la solitude se resserrent et laissent finalement l'individu sans ressources ni matérielles ni morales.

SLF.

Cet isolement s'explique parfois par un sentiment d'insécurité qui bride le développement des sociabilités dans les espaces publics locaux. En effet, dans certains quartiers marqués par une extrême pauvreté, la violence émerge comme mode d'interaction prédominant entre les habitants. Ainsi, à partir des années 1970-1980, des chercheurs anglo-saxons élaborent le concept d'*underclass* (sous-prolétariat, littéralement) pour désigner une nouvelle catégorie sociale caractérisée à la fois par un isolement socio-économique et spatial et par des comportements déviants et une forte criminalité (Wilson, 1987). En réaction à la puissante ségrégation qui les maintient durablement au bas de l'échelle sociale, les habitants des ghettos noirs ont développé une culture « d'opposition » à la société dominante (Massey, Denton, 1993) : les valeurs du travail, de la famille, de l'église, du respect des autres et du bon voisinage sont rejetées alors qu'émerge une culture de la drogue qui se traduit par une forte augmentation de la criminalité et de la violence (Anderson, 1990). Dans ce contexte, les habitants apprennent à se méfier de leurs voisins, et n'entretiennent des relations de confiance qu'avec leurs parents proches. Ils préfèrent désormais éviter de fréquenter les espaces publics, qu'ils jugent dangereux, et s'abstiennent de s'impliquer dans des relations de voisinage. Ce retrait des habitants, par conséquent, diminue les possibilités du contrôle social dans le ghetto, et facilite le désordre social et la criminalité. Des évolutions similaires sont observées dans les quartiers pauvres de l'Amérique Latine urbaine, à Buenos Aires, Rio de Janeiro, Sao Paulo ou Mexico, où les liens de solidarité s'effritent devant la montée de la violence et de l'insécurité (Prévôt-Shapira, 1999 ; Kowarick, 2005).

Finalement, le voisinage, même s'il continue à constituer une ressource de première importance pour nombre d'espaces urbains déshérités, ne peut être assimilé

à une sociabilité locale faite uniquement d'amitié, de solidarité et d'entraide, et lorsque celles-ci existent, elles n'excluent en rien le conflit. Mais, si elles sont à nuancer dans ces espaces, les « qualités » du voisinage sont peut-être aujourd'hui à rechercher aussi dans des espaces socialement tout à fait différents.

Le retour en vogue du voisinage

Dans les espaces urbains des classes moyennes et supérieures les liens sociaux locaux sont couramment qualifiés de « superficiels ». Pour autant, est-il pertinent de dévaloriser cette forme de sociabilité qui connaît, depuis quelques années, un retour en vogue dans de nombreuses villes ? Malgré l'indiscutable accroissement des mobilités les citadins proclament leur attachement au quartier de leur résidence et s'investissent volontiers dans leur voisinage. C'est sur la nature de ces pratiques de voisinage qu'il convient de s'interroger. Tout d'abord, peut-on affirmer qu'entraide et solidarité ont véritablement disparu des relations de voisinage dans les quartiers relativement aisés ? C'est un fait que les classes moyennes et supérieures, plus mobiles, sont plus aptes à s'affranchir de la proximité, en mobilisant notamment les ressources d'un réseau familial de plus en plus éclaté ou en recourant à des services privés. Les relations entre voisins sont-elles, en conséquence, dégagées de toute dimension de solidarité, de toutes pratiques collectives ? Ascher concède que « Quelques pratiques et institutions locales survivent bien sûr, principalement lorsqu'un problème territorial particulier se pose avec acuité » (Ascher, 1998 : 197). Quand bien même cette forme de voisinage serait l'unique résidu des relations sociales fondées sur la proximité dans les espaces aisés, elle demeure une pratique dont l'importance ne doit pas être sous-estimée. Des solidarités de voisinage se cristallisent en effet autour de problèmes collectifs concernant souvent l'environnement urbain immédiat (voir chapitre « Mobiliser »). C'est ce qu'illustre l'exemple d'un quartier pavillonnaire de classes moyennes en primo accession à la propriété à St Quentin-en-Yvelines (encadré) : une solidarité de voisinage se manifeste à l'occasion d'un événement touchant l'intérêt collectif. Par la suite, ces liens de voisinage perdurent sous la forme d'une convivialité dynamique autour des « placettes ». Le voisinage des espaces moyens et aisés attesterait, en fin de compte, d'une latence des relations de solidarité.

L'arbre du voisinage à St Quentin en Yvelines

Nous sommes dans la ville nouvelle de St Quentin en Yvelines, à 45 km de Paris. En 1976, « Champcour » sort de la boue : c'est un petit lotissement de 130 maisons jumelles, achetées sur plan, dotées de jardins mitoyens.

Le concept commercial est celui du lotissement « village » avec des voies d'accès automobiles courbes et sinueuses, qui aboutissent à des placettes, sur lesquelles donnent les garages, et les fenêtres des cuisines, d'où les mères peuvent surveiller les jeux des enfants. A l'arrivée des premiers propriétaires, pour la rentrée scolaire 1976, les travaux sont très en retard, et les maisons à peine terminées, il y a des malfaçons, la viabilisation est mal réalisée. Plusieurs conflits, qui opposent les habitants à leur « constructeur » vont donc souder des liens de solidarité. En 1977, lors d'une grande « fête de la Saint Jean », copieusement arrosée de sangria « maison », les résidents brûlent le panneau publicitaire du promoteur ; ils créent un syndicat de copropriétaires pour administrer les parties communes sans recourir aux services coûteux d'un administrateur de biens. Dès lors, chaque année, la « fête de la Saint Jean » va réactiver symboliquement une « culture de quartier », revendiquée par

la plupart des résidents, alors que Champcour n'a aucun statut administratif particulier.

Dans l'euphorie de leur première expérience de « propriétaires », la plupart s'emploient à personnaliser les logements en réalisant d'abord des travaux extérieurs dans les jardinets. C'est l'occasion de créer une « culture de placette » : une bétonneuse est louée collectivement, les travaux sont réalisés en commun, les compétences de chacun mises à contribution. Des fêtes ponctuent leur avancement, et deviennent de véritables rituels saisonniers. L'échange de services liés à l'amélioration, puis à la réhabilitation des maisons (balcons, vérandas) ; les invitations et les cadeaux collectifs, lors des naissances, des événements familiaux, et l'organisation de la fête annuelle, aux environs de la Saint Jean, deviennent à la fois d'incontournables obligations sociales et des moments de renforcement de ces liens de « voisinage ».

En 2005, il ne reste plus, sur la « place Schweitzer » qu'une minorité des premiers arrivants. Arrivent de nouveaux jeunes ménages, toujours issus des mêmes catégories sociales, avec des enfants, dont la placette est le terrain de jeu favori. Mais un nouvel épisode de lutte vient puissamment contribuer à créer du lien : la placette est un espace public qui relève des services municipaux, et ceux-ci voulaient, en réaménageant le terre plein central, en arracher l'arbre et planter des arbustes standardisés. Les résidents ont collectivement protesté, acheté un banc, créé un parterre fleuri et, surtout, veillé sur les travaux afin d'empêcher l'arrachage de l'arbre, devenu le véritable symbole de ce voisinage.

EDA.

Une enquête statistique s'efforçant de mesurer les relations de voisinage en France au milieu des années 1980 (Héran, 1987), établit que plus de 90% des ménages français attestent de relations avec leurs voisins. La plupart du temps, les relations de voisinage consistent en des relations d'entraide ou d'amitié avec leurs voisins (28%), des conversations ou des visites (19%), voire des petits services (45%), autant d'échanges qui ne peuvent être minorés : sans pouvoir être assimilées aux sociabilités et solidarités traditionnelles, ces relations de voisinage participent à la qualification de la vie citadine, et suggèrent la valeur accordée par les habitants à une « néo-convivialité » (Authier, 1996).

Au-delà de ces petits échanges, la sociabilité urbaine repose aussi sur des liens de simple familiarité ou de reconnaissance. Les voisins, ce sont aussi, et peut-être surtout, ceux que l'on connaît « de vue ». Berman (1988 : 148-155) lit le poème de Baudelaire « Les yeux des pauvres » comme le symbole de la rencontre urbaine que seule la ville moderne rend possible : le poète, assis à la terrasse d'un café neuf et étincelant en compagnie de sa maîtresse, aperçoit un père et ses deux enfants en haillons, tels une « famille d'yeux », qui les observent, fascinés mais sans envie, et avec qui le seul échange réalisé est celui des regards. Pour Berman, l'anecdote révèle la quintessence de la sociabilité urbaine, et la ville entière constitue une « famille d'yeux élargie » : plus on voit, plus on est vu, et plus on y participe. Parce que la proximité locale permet la répétition de ce type de sociabilités « superficielles », le quartier apparaît comme l'échelle urbaine la plus propice à la création d'une « famille d'yeux ». Le voisin, sans devenir véritablement un proche, n'est plus ici un parfait inconnu.

Ce type de relations de voisinage est particulièrement valorisé par les classes moyennes ou supérieures, qui mettent en avant la figure du « quartier-village » où tout

le monde se connaîtrait : c'est le cas dans deux quartiers gentrifiés de Bogota et de San Francisco (Lehman-Frisch, 2002 ; Capron, Lehman-Frisch, 2004), où la sociabilité locale tant célébrée prend place dans les bars, cafés, et autres restaurants : ces commerces participent à la construction d'une sorte de *coffee society* ou de neo-convivialité urbaine. C'est là qu'on fait des rencontres, qu'on voit les gens du quartier, mais c'est aussi là qu'on donne ses rendez-vous d'affaires ou amicaux. Même s'il s'agit plutôt de reconnaissance, les relations d'interconnaissance ne sont pas absentes, et les résidents fréquentent aussi leurs amis habitant le quartier et quelques voisins proches (voir l'encadré « Flâner dans une rue états-unienne » dans le Chapitre « Flâner »). On pourrait même aller jusqu'à supposer que l'une des caractéristiques de ces voisinages renouvelés serait que le voisin peut devenir l'ami.

On se tromperait cependant en ne cherchant le voisinage que dans les relations entre des individus pourvus d'une résidence stable et légale. Près de quarante ans après l'ouvrage classique de Jacobs sur Greenwich Village, Duneier montre comment certains vendeurs de rue et mendiants de ce quartier de New York, en dépit de comportement souvent déviants, contribuent à la production d'une sociabilité sur les trottoirs et d'un ordre social, alors même que la municipalité les considère comme des fauteurs de trouble (Duneier, 1999). Loin des discours apocalyptiques sur l'étiollement du lien social dans les villes américaines, il rappelle ce faisant que ceux qui sont fréquemment tenus comme responsables de l'insécurité jouent en réalité aussi parfois ce rôle de « figures locales » (*public characters*), dont Jacobs avait bien mis en évidence l'importance dans l'existence et la préservation des espaces publics urbains.

Notons par ailleurs que l'entre-soi sur lequel repose la néo-convivialité ne procède pas nécessairement d'un repli. Ainsi, à Belleville, un quartier ancien en voie de gentrification, la réalisation de l'entre-soi – à l'échelle de l'immeuble notamment – n'empêche pas les classes moyennes et supérieures de s'engager concrètement dans la vie du quartier, en faveur des catégories populaires et immigrées, pour tenter de conserver l'ambiance populaire et cosmopolite qui les a attirés (Simon, 1994). Cet exemple atteste de la complexité de la vie citadine, où l'échelle la plus locale s'articule aux autres espaces urbains. L'évocation de ces sociabilités en terme d'organisation sociale renvoyant au « village dans la ville » ne saurait masquer l'identité citadine qui les sous-tend.

Autre grande figure de la citadinité contemporaine chez les classes moyennes et supérieures, la *gated community* (voir le chapitre « Fragmentations ») est considérée comme poussant à son paroxysme cette tendance à la recherche de l'entre-soi (Capron, 2004). En réalité, les résidents des *gated communities* n'ont pas davantage choisi leurs voisins que ceux des quartiers villages : la similitude sociale est rarement la première motivation de ce choix résidentiel (Capron, 2003). Malgré tout, ce type d'urbanisme favorise-t-il les relations de voisinage, comme l'ont pensé par exemple les promoteurs de *Celebration*, la ville idéale Disney en Californie (Didier, 1999) ? Il s'avère que si les relations entre voisins peuvent être cordiales dans ce type d'environnement, favorisées notamment par la présence d'équipements collectifs, elles sont le plus souvent inexistantes (Capron, 2003). En effet, les habitants des *gated communities* manifestent d'abord un désir de tranquillité (peut-être plus encore que de sécurité) : ils achètent leur droit à ne pas être dérangés par des voisins. Un comportement qui s'apparente en fait à celui des populations des espaces périurbains en général : aux États-Unis, la Suburbia s'est établie à l'origine sur des valeurs privées, individualistes et domestiques ; en France, où les ensembles résidentiels fermés restent l'exception, c'est cette même aspiration à l'intimité et à la

« tranquillité » qui caractérise les habitants du périurbain, dont les relations entre voisins sont régies par une sorte de « minimalisme moral » (Charmes, 2005).

Dans le quartier-village, et *a fortiori* dans la *gated community*, les relations de voisinage comportent leur lot de contraintes. Les *gated communities* par exemple sont un cas extrême de voisinage strictement réglé par une norme sociale, de surcroît fixée par des règlements écrits. On est loin, en fin de compte, du « minimalisme moral » qui régirait les relations électives entre voisins. Déroger aux règlements mène parfois à l'exclusion. De plus, ils ne préviennent pas contre toute forme de tension : là aussi les voisins peuvent devenir envahissants et les conflits de voisinage prendre une ampleur proportionnelle à la rigidité des règlements (Capron, 2003). Reste que ces tensions, dans les quartiers fermés comme dans les quartiers centraux, qui opposent associations de copropriétaires et de résidents ou voisins d'immeuble, sont plutôt réglées soit par des stratégies d'évitement, soit par le recours à un tiers comme les forces de l'ordre, ou, dans le cas de Kyalami, les gérants de l'ensemble résidentiel fermé.

Le voisinage en *gated community* : entre délégation et exacerbation des conflits de voisinage, le cas de Kyalami, Johannesburg

Les gérants de Kyalami Estates, une *gated community* au nord de Johannesburg (Bénet, 2005 ; Ruysen, 2005), qui s'assimilent eux-mêmes à de véritables maires tant le quartier est grand (environ 3 000 ménages et 5 000 visiteurs par jour), dénoncent la réticence des résidents à régler eux-mêmes leurs conflits de voisinage, et leur tendance croissante à leur en déléguer la gestion : ils sont ainsi interpellés pour régler des conflits mineurs de voisinage (le chien du voisin aboie trop fort), voire des problèmes d'ordre personnel (une rupture amoureuse se passe mal).

La fréquence de ces recours se lit dans la récurrence, dans la gazette locale, des leçons de bonne conduite données par les membres du bureau aux résidents infantilisés : « Bon voisinage et vie harmonieuse en collectivité sont deux thèmes traités de manière approfondie dans notre Manuel de Participation Communautaire. Néanmoins, nous ne devrions pas avoir besoin d'un manuel... Demandez-vous si vous connaissez vos voisins. Apparemment, en cette ère moderne de l'internet et du téléphone portable, c'en est fini du bon vieux temps où l'on invitait son voisin à prendre une tasse de thé. On préfère se plaindre à un tiers pour résoudre un problème, plutôt qu'aller frapper chez son voisin en disant : « Bonjour, j'habite à côté, est-ce qu'on pourrait parler ? ». Je suggère que chacun d'entre nous aille faire connaissance avec ses voisins, et que ce soit seulement en des circonstances exceptionnelles, lorsque le conflit paraît insoluble, que l'on aille demander l'assistance de l'Association de Copropriété ou du Bureau de gestion » (le président du syndic, *Kyalami Times*, juin 2004).

Ce refus de la confrontation à l'autre, fut-il son voisin, son semblable, son frère, comme le promet la vie en communauté fermée - est peut-être le signe d'une nouvelle urbanité, où l'habitude d'être constamment surveillé et protégé par une caméra ou par un tiers peut sembler dispenser des efforts d'accommodement de l'imprévu et du conflit. Point n'est besoin d'ailleurs d'habiter une communauté fermée pour que se manifeste ce mode de relation à l'autre et à la ville, fondé sur la peur de la rencontre et le fantasme du contrôle. A Atholl, autre quartier suburbain, ouvert mais dont les rues principales sont en permanence surveillées par des gardes privés, le responsable de la sécurité raconte qu'on l'a appelé pour un « sifflement persistant qui commence chaque jour à 16h00 environ, pour ne s'éteindre que vers

21h00 ». Après enquête, il s'est avéré que c'était... un oiseau, que le responsable a immédiatement tué pour faire cesser le bruit.

Une autre hypothèse, avancée par Elodie Ruysen (2005), est que l'infantilisation des comportements et l'exacerbation de micro-problèmes de voisinage est en partie la conséquence de l'ennui... Les femmes au foyer, enfermées derrière des murs et dans leurs peurs plus ou moins rationnelles, au rayon de déplacement parfois très limité (club de gym intérieur, *shopping mall* et école près de l'entrée de la *gated community*), inventent des histoires à partir des micro-événements de la vie quotidienne, pour meubler le vide...

CB.

Finalement, la dichotomie opposant d'une part les villes du Sud aux villes du Nord, et d'autre part les quartiers pauvres aux quartiers mieux dotés, ne résiste pas à l'examen, et les situations de voisinage sont en réalité à la fois beaucoup plus variées et ambivalentes. C'est que le voisinage renvoie avant tout à la question fondamentale de la (bonne) distance à autrui et de ses modalités, et mérite d'être analysé en terme d'ajustement aux autres.

Voisiner : « s'ajuster » et vivre ensemble

La diversité des figures du voisinage impose que l'on s'interroge en terme d'ajustements – aux autres et aux configurations spatiales et matérielles du voisinage pour dépasser la double dichotomie dont on a vu qu'elle n'était plus pertinente dans la ville contemporaine. Comment fait-on pour vivre avec celui, celle ou ceux et celles qui réside(nt) à côté ? En quoi la configuration des espaces et leur matérialité jouent-elles sur les modalités du « être-ensemble » ? Déjà en 1966, Raymond et Haumont soulignaient que la proximité dans la résidence représentait « en un certain sens la pire des menaces dans les relations sociales », qu'elle engendrait une « crainte du hasard » et une « terreur de l'irruption » (p. 106). Aussi les citadins ont-ils inventé des façons de s'ajuster au risque qui découle de cette présence que représente le voisin. Voisiner reviendrait à construire une distance à l'autre. « Est (...) voisin celui qui, comme un hôte, s'est, selon certaines modalités, rapproché » (Depaule, 1997 : 22) tout en sachant établir et garder la bonne distance comme moyen de régulation du vivre-à-côté (Berry-Chikhaoui, 2000). Cette distance varie selon le degré d'implication dans les relations de voisinage, leur nature, leur fréquence ou encore leur déclinaison selon les voisins : liens ténus, plus ou moins grand engagement matériel, implication symbolique, solidarités, sociabilités et temps partagés, salutations, croisements de regards, indifférence, évitements..., sont finalement autant de manières d'être voisins. C'est ainsi la variation de cette distance et des façons de la construire, du sens qui lui est donné, qui explique la multiplicité des modalités du voisinage aujourd'hui dans les villes, y compris au sein même des quartiers.

Les manières de tenir la « bonne distance » peuvent varier d'un contexte sociétal à l'autre, y compris la définition de cette distance et donc des normes qui la régissent, et cela parfois au sein des mêmes appartenances sociales, dans une même société. Mais les variations dépendent également du cadre spatial et matériel du voisinage. A Mopti (Mali), les voisins s'ajustent à la promiscuité, d'une part en respectant la « convenance », qui impose de détourner le regard de ce qui est visible mais ne doit pas être vu, et d'autre part en investissant largement l'espace public pour les sociabilités quotidiennes.

S'ajuster à la promiscuité dans une ville du Mali

La ville de Mopti, aux portes du delta du Niger, est caractérisée par une exceptionnelle densité de population pour un bâti traditionnel où les maisons n'excèdent pas deux niveaux (plus de mille habitants par hectare dans les vieux quartiers). L'observation des modalités du voisinage y est particulièrement intéressante, lorsque la proximité physique tend à la promiscuité dans les cours étroites, sur les toits en terrasse qui se rejoignent et d'où le regard plonge dans la cour voisine.

Si la fermeture sur la rue des concessions (où l'on pénètre par un vestibule) semble garantir l'intimité, il n'en est rien depuis les terrasses qui bien souvent communiquent entre elles et où sont situés les sanitaires. D'un côté, la proximité engendre la connivence, mais d'un autre côté, la vie dans la promiscuité n'est rendue possible que par la convenance, qui est « le mode sous lequel on est perçu et le moyen contraignant d'y rester soumis », (Mayol, 1994 : 28-37). La convenance impose que, malgré la proximité-promiscuité, on ne voit pas ce qui ne doit pas être vu, par exemple le voisin qui sur la terrasse d'en face s'apprête aux ablutions, sa bouilloire à la main.

La promiscuité au sein des concessions fait que, peut-être plus que dans d'autres villes du Mali, l'espace public est largement investi pour les sociabilités amicales ou « causeries ». Au « petit soir », quand la lumière décline, rues, places, pas de porte deviennent des lieux où l'on s'installe, discute, boit le thé, jusqu'à tard dans la nuit. Aucun lieu *a priori* n'est exclu, ni le bord du « goudron » où circulent les taxis soulevant des nuages de poussière, ni le bord des caniveaux au pied des maisons, et sur lesquels on dispose une table pour la belote...

Le lieu privilégié d'interaction quotidienne en ville pour les hommes est le *grin* : « Un *grin* est la conjonction d'un noyau permanent d'hommes de même âge et d'un lieu, généralement public (l'ombre d'un arbre, un coin de rue, la porte du chef du *grin*) où ils se retrouvent quotidiennement pour parler de tout » (Vuarin, 2000 : 118). La fonction principale des *grins* est d'être des lieux de parole et de transmission de l'information entre pairs. On les trouve dans les vestibules, dans les chambres à l'intérieur de la concession, sur les terrasses, mais également devant les petites chambres ayant leur porte directement sur la rue. On y boit du thé, on joue aux cartes, on échange. Les membres d'un même *grin* partagent une grande intimité, se racontant toutes leurs histoires, et dormant très souvent ensemble dans la même chambre. Cette proximité de l'enfance et de l'adolescence crée un lien fort qui durera toute la vie. Devenus adultes, ils continueront à se réunir, dans d'autres endroits de la ville, où toute l'information, y compris l'information officielle circule ainsi, la nuit, de *grin* en *grin*, de bouche à oreille.

EDA, CV.

De plus, ces variations ont une forte dimension temporelle. La présence en continu que représente celui qui réside à côté est loin d'être égale pour tous, selon notamment le temps passé sur le lieu de résidence. Une variable est ici fondamentale : celle de l'activité (à domicile, dans le quartier ou ailleurs), ainsi que, peut-être, celle de la densité des lieux de rencontre. L'enjeu de la construction d'une distance à l'autre est ainsi plus ou moins fort, plus ou moins problématique, car les rencontres sont plus ou moins nombreuses et régulières. Ne peut-on voir aussi dans « l'exacerbation de micro-problèmes » par les femmes au foyer de Kyalami à Johannesburg (voir encadré

plus haut) la conséquence d'une co-présence prolongée impliquant des interactions régulières et fréquentes ?

Quel que soit le contexte spatial ou temporel, l'ajustement se matérialise par la mise en œuvre de « codes de comportement ». Ainsi, dans le ghetto de Philadelphie, marqué par des relations sociales locales dégradées et par une forte insécurité, Anderson a montré l'importance de l'institution d'un code spécifique à la rue : à côté du « *code of civility* », les jeunes ont établi un « *code of the street* » qui consiste en un ensemble de prescriptions, d'interdits et de règles informelles, et qui régule les interactions quotidiennes dans la rue, et notamment la violence. En réalité, tous les habitants pratiquent le « *code switching* » en étant capables de mettre en œuvre le « *code of the street* » de manière défensive (Anderson, 1999). Ces codes de comportements, que l'on pourrait qualifier de « codes de voisinage », on les retrouve sous d'autres formes à Brasilia Teimosa (Récife) : les commérages permettent de les actualiser et de les transmettre aux plus jeunes, participant ainsi « à la régulation des conduites en définissant les limites du permis et de l'interdit au regard des normes morales proclamées » (voir encadré plus haut).

Le conflit, qui est parfois lié au commérage, participe lui aussi à la construction des « normes voisinage ». Dans la périphérie sud de Tunis, par exemple, dans une cité récente d'habitat social en accès à la propriété, les habitants se projettent fortement dans leur lieu de résidence : dans ce contexte, le conflit constitue un moyen de rappeler à l'ordre les habitants qui s'écartent de ces normes, de leur en remémorer le contenu ou d'expérimenter le champ des possibles (Berry-Chikhaoui, 2000). Dans certains cas, aucun accord sur les normes ne parvient à résoudre le conflit, qui peut alors envenimer durablement les relations de voisinage. Chamboredon et Lemaire (1970) ont montré il y a trente ans que dans les grands ensembles, le voisinage était construit sur des relations conflictuelles. Les tensions se cristallisaient notamment autour du bruit, de l'éducation des enfants, de la sexualité... Autant de façons de dire aux autres, que l'on juge différents, la bonne manière d'habiter et de voisiner, celle que l'on voudrait imposer comme règle partagée. Mais on est là dans le refus de l'ajustement aux autres, de soumission aux normes des voisins et, dans ces contextes, les relations conflictuelles, voire violentes, prennent le dessus et les voisinages peuvent même se défaire.

On peut supposer que le jeu qui consiste à construire la distance à l'autre s'est complexifié : dans des sociétés où l'individuation joue inégalement, où la précarisation se développe simultanément, et où l'injonction à la mobilité se fait de plus en plus pressante, l'inscription dans des réseaux sociaux, y compris ceux du voisinage, peut malgré tout devenir vitale. Dans les villes maghrébines, par exemple, l'ambivalence des discours sur le voisinage renvoie sans doute au difficile équilibre à trouver entre proximité et distance sociales alors que l'individuation perturbe des modes d'organisation collectifs encore fortement prégnants et rassurants notamment dans des contextes de précarité économique.

Il paraît donc utile de sortir d'une analyse normative qui situe le voisinage par rapport à des modalités particulières de voisiner érigées en modèle, et qui conduit simultanément à qualifier les modes tenus de voisiner de « relations superficielles » ou à associer mécaniquement les solidarités populaires à des sociabilités « contraintes » ou « captives ». D'autant que les modèles de référence aux analyses du voisinage évacuent généralement les aspects problématiques des relations sociales sur fond de proximité résidentielle, tels le conflit, la pesanteur du contrôle social, les inconvénients liés à la mixité urbaine. De plus, ils occultent probablement le fait que

sur fond de proximité résidentielle se développent des modalités différenciées d'être ensemble, des modes variables d'être avec son voisin, des figures multiples du voisinage. Finalement, c'est probablement la variation de la distance à l'autre et des manières de la construire qui explique la multiplicité des manières de voisiner aujourd'hui dans les villes, y compris au sein même des voisinages.

Conclusion

La double dichotomie sur laquelle repose l'idée de la fin du voisinage ne résiste pas à l'analyse. Certes, le voisinage constitue souvent une ressource essentielle – fonctionnelle d'abord, mais aussi symbolique – dans les espaces populaires. Mais d'une part, ce voisinage ne saurait être idéalisé : l'on ne peut pas négliger les contraintes auxquelles il est associé (contrôle social, promiscuité). Et d'autre part, il existe là aussi des cas de voisinages en péril (confinement social, isolement des individus, violence). De plus, on ne peut ignorer le développement du voisinage dans les espaces plus nantis, avec la recherche d'une néo-convivialité bien réelle quoique prenant des formes différentes de celles observées traditionnellement. Par ailleurs, l'opposition entre villes du Nord et ville du Sud semble faire fi du fait que l'individuation constitue un processus globalisé affectant également les sociétés en développement, et qu'au cours des deux dernières décennies, le nombre de pauvres s'est sensiblement accru dans les pays industriels. Or ceci n'implique pas forcément une montée du voisinage au sein de ces catégories, la précarisation pouvant aller jusqu'à induire des phénomènes localisés de méfiance, d'isolement ou encore d'exclusions, parfois combinées à des manifestations de violence. De même, individuation et voisinage ne sont pas antinomiques, et de nouvelles formes de sociabilité locale sont imaginées par les classes moyennes et supérieures à la recherche de « néo-convivialité ».

Finalement, c'est l'extrême diversité des situations (pratiques et perceptions) de voisinage dans les villes du Sud comme dans les villes du Nord, dans les catégories populaires comme chez les populations mieux nanties, qui doit être soulignée. Le voisinage n'est pas sur le déclin, mais ses formes, son intensité, sa valeur varient d'une ville à l'autre, d'un quartier à l'autre, d'une catégorie sociale à l'autre et, en dernier ressort, chaque citoyen « invente » son propre voisinage, construit son ajustement à l'autre selon son idée de la bonne distance dans la proximité résidentielle.

Le voisinage, comme « dimension familière de la ville », demeure donc l'une des composantes fondamentales de la citadinité : « c'est elle qui permet l'ancrage social minimal de chacun, son *minimum social vital*, tel qu'il est vécu dans les plus menus détails du quotidien » (Agier, 1999 : 55). Bien sûr, le voisinage n'est pas exclusif de sociabilités se réalisant dans d'autres espaces de la ville et d'ailleurs, bien au contraire, car les sociabilités se combinent à plusieurs échelles et peuvent même être cumulatives : dans certains cas en effet, plus les habitants s'impliquent dans les relations de voisinage, plus leur rapport à l'ensemble de la ville est fort, notamment en termes de sociabilités. Le voisinage apparaît donc bien comme une échelle intermédiaire par laquelle la ville prend son sens.

Sonia Lehman-Frisch, Isabelle Berry-Chikhaoui, Guénola Capron, Dominique Vidal.